

FÉDÉRALISME, SOCIALISME, ANTIDÉMAGOGISME ¹

René Berthier

Le concept d'autogestion est en lui-même assez confus. En général, en dehors du mouvement libertaire, le terme est interprété simplement dans le sens de gestion séparée des usines par des collectifs de travailleurs. Cette conception fait de l'économie sociale un morcellement d'unités de production autonomes les unes par rapport aux autres, et éventuellement en concurrence les unes par rapport aux autres.

Les auteurs qui insistent sur le terme d'autogestion s'arrêtent bien souvent à l'idée que les rapports de travail, de hiérarchie, etc., à l'intérieur des entreprises ne sont pas neutres et qu'ils sont révélateurs de la nature du système global dans lequel nous nous trouvons. Ils s'efforcent également de démontrer par le plus d'exemples possible que les travailleurs, collectivement, sont capables de gérer les entreprises.

En cela, nous sommes entièrement d'accord. Sur le premier point, l'histoire a suffisamment démontré que les travailleurs étaient capables d'organiser la production dans une entreprise, mais il paraît plus important d'insister sur leur capacité à organiser la société dans son ensemble.

Limitée à la gestion de l'entreprise, l'autogestion n'a rien de socialiste si on entend par socialisme la suppression de la propriété privée des moyens de production, du salariat et de l'économie de marché.

¹ . Le texte qui suit est la reprise, légèrement modifiée, d'un article paru dans le *Monde libertaire* en 1984.

AUTOGESTION MORCELEE

L'autogestion limitée à la gestion de l'entreprise par les travailleurs implique que ces derniers y organisent leur travail de façon entièrement autonome, mais aussi qu'ils y déterminent de façon autonome, au niveau de leur unité de production, l'affectation du surproduit, l'affectation des revenus, des investissements, etc.

Mais si une telle situation peut donner aux travailleurs l'illusion de détenir un pouvoir de décision, elle ne transforme pas les rapports de production capitalistes. Nous aurons simplement un capitalisme où les entreprises auront un mode de gestion un peu particulier, mais où tous les mécanismes du capitalisme seront maintenus, en particulier l'économie de marché et le salariat.

Car économie de marché signifie que les investissements seront affectés dans les secteurs à rentabilité élevée et rapide, au détriment des secteurs socialement utiles mais non rentables. Le fait que les entreprises soient autogérées, si on maintient les fondements du capitalisme que sont l'économie de marché et le salariat, n'empêchera nullement que ces entreprises décideront prioritairement d'investir dans les secteurs où elles optimiseront leurs profits, indépendamment des besoins sociaux. Les gadgets contre les crèches.

Si chaque entreprise, après les prélèvements fiscaux, salariaux et sociaux habituels, conserve la disposition du surproduit, on se retrouve dans la même situation que l'entrepreneur individuel qui tentera de mettre en œuvre toutes les méthodes éprouvées pour accroître les profits et éliminer la concurrence.

La concurrence entre les entreprises divisera les travailleurs, car l'autogestion morcelée, qui n'est qu'un développement du système coopératif dans une économie de marché, place les travailleurs devant les choix habituels de toute gestion capitaliste : rationaliser, accélérer les cadences pour faire face à la concurrence, licencier ; éventuellement, les travailleurs pourront s'accorder démocratiquement des sous-salaires. Cela revient à autogérer sa propre exploitation.

Déjà, à l'intérieur de la société capitaliste actuelle, existent des entreprises « autogérées » – les coopératives ouvrières de

production. Quel que soit le caractère exemplaire de leur fonctionnement interne, elles se plient d'elles-mêmes aux lois du marché. C'est une nécessité. Pour survivre elles sont obligées de se créer dans des secteurs où il est possible de réaliser des profits, car c'est une caractéristique du capitalisme que le critère qui détermine la création d'une entreprise est la réalisation de profits. En conséquence, que ce soit les coopératives dans le capitalisme d'aujourd'hui, ou l'autogestion dans un pseudo-socialisme d'entreprises, le critère de détermination des investissements sera la rentabilité, et non l'utilité sociale.

Certes, aujourd'hui il existe par exemple des crèches « sauvages », « parentales », « autonomes », qui ne survivent que par les contributions pécuniaires volontaires des parents et par le travail bénévole, ou parfois par des subventions. Mais il est significatif que pour le capitalisme, de telles initiatives sont économiquement parasites. On pourrait dire la même chose pour les squats. On pourrait définir ceux-ci comme des initiatives autonomes d'occuper des immeubles vides, et qui dispensent de ce fait les autorités politiques de construire des logements sociaux.

Dans le cas de la crèche autonome, les parents paient deux fois : une fois par leur contribution volontaire ; une autre fois par les impôts qu'ils versent à l'Etat et qui *devraient* précisément être destinés à construire des crèches (entre autres choses).

Dans un régime d'autogestion morcelée, où la régulation de la production se fait par les lois du marché, le problème des investissements sociaux non productifs reste posé. Qui déterminera leur affectation et comment ? On en revient donc au problème de l'Etat, instance centrale indépendante où, par nature, la question de l'autogestion ne se pose pas. Morcelée dans des entreprises autogérées mais occupées à se concurrencer entre elles, la classe ouvrière laisserait l'administration des secteurs non rentables mais socialement utiles à un pouvoir central qui gérerait en son nom l'affectation du surproduit social.

Or, précisément, le socialisme libertaire se distingue par ceci, qu'il préconise la gestion du surproduit social par la classe ouvrière, ou d'une façon générale par la population laborieuse, associée, ce qui signifie en termes plus simples, la destruction de l'Etat.

REPRENDRE LE POUVOIR AUX MACHINES

Dans la stratégie du socialisme libertaire, les formes de la gestion collective à la base – l'entreprise – sont importantes mais elles ne sont qu'un élément d'un projet global, et n'ont aucun sens prises en elles-mêmes.

Contrairement à Lénine qui développait une admiration sans bornes pour les formes de production du capitalisme industriel développé (taylorisme, travail à la chaîne etc.) et qui entendait faire adopter ces formes à l'économie soviétique, nous pensons qu'il faudra les détruire et proposer des formes alternatives, car les formes mêmes du travail dans le régime capitaliste sont des éléments indissociables de la condition d'exploité.

« Apprendre à travailler, voilà la tâche que le pouvoir des soviets doit poser au peuple dans son ampleur. Le dernier mot du capitalisme sous ce rapport, le système Taylor, allie, de même que tous les progrès du capitalisme, la cruauté raffinée de l'exploitation bourgeoise aux conquêtes scientifiques les plus précieuses concernant l'analyse des mouvements mécaniques dans le travail, la suppression des mouvements superflus et malhabiles, l'élaboration des méthodes de travail les plus rationnelles, l'introduction des meilleurs systèmes de recensement et de contrôle, etc. La république des soviets doit faire siennes, coûte que coûte, ces conquêtes les plus précieuses de la science et de la technique dans ce domaine. Nous pourrons réaliser le socialisme justement dans la mesure où nous aurons réussi à combiner le pouvoir des soviets et le système soviétique de gestion avec les plus récents progrès du capitalisme. Il faut organiser en Russie l'étude et l'enseignement du système Taylor²... »

Ce texte est caractéristique du retard existant entre le niveau de conscience des bolcheviks et celui du mouvement ouvrier européen de l'époque³. Le 5 décembre 1912 une grève éclate aux usines Renault contre les méthodes de rationalisation du travail,

² Lénine, « Les tâches immédiates du pouvoir des soviets », 1918.

³ Même en tenant compte de l'état de la société russe de l'époque. D'ailleurs, contrairement à l'idée reçue, l'industrie russe était une industrie récente, extrêmement concentrée.

et particulièrement le chronométrage. S'il l'avait su, Lénine l'aurait sans doute traitée de contre-révolutionnaire...

Il est d'ailleurs significatif qu'alors que Lénine fait l'apologie du taylorisme, Merrheim, un syndicaliste révolutionnaire, publie dans les numéros 108 et 109-110 de *La Vie ouvrière* une étude extrêmement critique sur l'application de ce même système, où il conclut :

« Dans les écoles d'apprentissage patronales (...) on dressera des spécialistes sans initiative, sans volonté, sans conscience, sans dignité, suivant le chef d'allure comme le chien son maître, exigeant qu'il ne quitte pas un instant ses talons. Une seule puissance sera capable de réfréner les abus et la férocité de cette exploitation : l'organisation ouvrière puissante, capable à tout instant de se dresser devant les exigences capitalistes. »

Merrheim ne fait pas une critique « réactionnaire », passéiste du système Taylor, comme la feraient des artisans qualifiés écrasés par des méthodes modernes de production (argument souvent employé par les marxistes pour « démontrer » que l'anarcho-syndicalisme est le passé et le marxisme l'avenir). Merrheim sait que le taylorisme est inévitable. « Il faut, dit-il, que les travailleurs se pénètrent bien de cette idée que nous sommes arrivés à un stade de l'évolution industrielle qui nécessite des méthodes nouvelles de production et de travail. »

Mais il dit également que dans les méthodes de Taylor, le patronat « a pris et prendra de plus en plus tout ce qu'elles ont d'odieux, de brutal et de sauvage ». Il paraît difficile d'exprimer plus clairement le fossé existant entre le léninisme et l'anarcho-syndicalisme.

FEDERALISME LIBERTAIRE FEDERALISME LIBERTAIRE

Le projet libertaire implique une vision qui dépasse largement le cadre de l'entreprise, de la localité. Mettre l'accent sur les seuls problèmes locaux de l'« autogestion » est en fait lui retirer sa dimension politique, et une telle attitude n'est pas innocente.

Dans une société où les relations économiques sont extrêmement complexes, une grande quantité de décisions ne peuvent se prendre au niveau d'une simple unité de production ou d'une seule ville. C'est précisément là que se situent les divergences politiques les plus importantes entre l'anarchisme et ceux qui ont découvert l'autogestion en 1968.

Car au fond, il importe peu de connaître les détails de la façon dont sera gérée l'usine Untel. Les travailleurs de l'usine Untel se débrouilleront et on peut leur faire confiance. En revanche, il est beaucoup plus intéressant de savoir si, dans l'hypothèse d'une crise révolutionnaire grave, les travailleurs seront en mesure de reprendre en main, rapidement et de façon coordonnée, l'ensemble de la production et des services après avoir exproprié les patrons et l'État, en évitant le gâchis consécutif à l'absence de programme et d'organisation préalable des bolcheviks pendant la révolution russe. (Cf. l'article signé Raoul Boullard dans le *Monde libertaire* n° 519)

Comment « autogérer » les chemins de fer ? La production de l'énergie ? Les services postaux ? Ce sont là des secteurs d'activité qui touchent non seulement des travailleurs localement, mais l'ensemble de l'économie d'un pays. Or les travailleurs employés dans des services d'importance nationale sont au moins aussi nombreux que ceux employés dans des secteurs d'importance locale.

Il est évidemment impensable qu'il n'y ait pas une coordination globale de ces activités. Cette coordination, qui permet de lier l'auto-administration à l'échelle locale et à l'échelle globale, s'appelle le fédéralisme.

A la centralisation et à la bureaucratisation, on a tendance à opposer la décentralisation de l'économie. C'est en partie un faux problème. On a évoqué les prises de position de Proudhon et de Bakounine. Bakounine disait que la centralisation économique « est une des conditions essentielles du développement des richesses et cette centralisation eût été impossible si l'on n'avait pas aboli l'autonomie politique des cantons. » (Œuvres, Champ libre, V, 70.)

Mais il ajoute qu'il faut que « la centralisation s'effectue de bas en haut, de la circonférence au centre, et que toutes les fonctions soient indépendantes et se gouvernent par elles-mêmes ».

En somme, il faut distinguer entre le processus de décision et le processus d'exécution : « La centralisation économique, condition essentielle de la civilisation, crée la liberté ; mais la centralisation politique la tue, en détruisant, au profit des gouvernants, la vie propre et l'action spontanée des populations. » (Œuvres, Champ libre, V, 61.)

Le fédéralisme permet de dépasser la fausse alternative centralisation-décentralisation. Le processus de décision relève plutôt du politique, et son élaboration doit procéder « de bas en haut, de la circonférence au centre », c'est-à-dire qu'elle doit être décentralisée.

Le processus d'exécution n'est que la résultante du processus de décision, il revêt un aspect fonctionnel et ne peut être que centralisé ou, pour ceux qui n'aiment pas le mot, doit se coordonner dans un ensemble cohérent au niveau de la société globale. Le fonctionnement des chemins de fer au niveau d'un pays, voire d'un continent, ne peut s'effectuer sur la base de groupes autonomes affinitaires.

Dans le fédéralisme existent deux principes qui expriment toute la différence entre ce système d'organisation et le centralisme dit démocratique.

– Si on imagine un organigramme du type centralisme démocratique, toutes les liaisons sont verticales, les informations ne peuvent circuler que du bas vers le haut (le sommet pouvant, éventuellement en faire redescendre quelques-unes ensuite), et les initiatives ne peuvent se prendre qu'avec l'approbation du niveau supérieur.

Avec le fédéralisme, les informations circulent du bas vers le haut, c'est la moindre des choses, mais elles circulent aussi horizontalement, c'est-à-dire que chaque structure de l'organisation peut communiquer avec toutes les autres structures sans avoir à en demander la permission à leur échelon supérieur, chose qui est formellement interdite dans le centralisme « démocratique ». Ces liaisons horizontales permettent d'ailleurs de garantir que l'information circule ensuite du haut vers le bas, de contrôler que le « sommet » ne retient pas l'information pour son seul usage, puisqu'il est possible d'aller la chercher dans les autres structures de l'organisation, au lieu d'attendre que l'échelon

supérieur veuille bien vous la communiquer.

– Mais il existe un autre principe, tout aussi important, qui fait l'originalité du fédéralisme. C'est ce qu'exprime Bakounine en disant que « toutes les fonctions sont indépendantes et se gouvernent elles-mêmes ».

La décentralisation politique ne signifie pas création d'une myriade d'organismes indépendants les uns des autres qui se feraient concurrence ou s'opposeraient, ce qui arriva par exemple dans le Donetz pendant la révolution russe : des usines métallurgiques et les mines se refusaient réciproquement la fourniture de fer et de charbon à crédit...

Ce deuxième principe du fédéralisme est que si toutes les instances de l'organisation sont interdépendantes dans le cadre d'un projet global, l'organisme central ne se substitue pas à chacune des structures pour ce qui est des problèmes propres à celles-ci. Chaque élément de l'organisation est indépendant dans le cadre de ses fonctions et de ses attributions.

* * *

Au risque de choquer on pourrait dire que dans la théorie libertaire, le concept d'autogestion est inutile. Ceux qui insistent trop sur cette idée pourraient même être un peu suspects : tant que l'énergie des travailleurs se limitera à la sphère de la micro-économie, à la gestion de leur entreprise, ils ne penseront pas à s'immiscer dans les processus de décision concernant les grandes orientations de la société.

Non pas que le problème de la gestion ouvrière de l'entreprise n'ait pas d'importance : simplement il faut lui rendre son importance relative. Il en est de même de la notion de décentralisation, présentée comme le remède à la bureaucratie. La décentralisation peut au contraire être l'origine de la création de multiples bureaucraties locales, de féodalités ⁴ écœurantes fondées

⁴ La féodalité au sens historique s'est d'ailleurs créée à la suite d'une « décentralisation », celle qui

sur des relations de type mafieuses entre notables locaux. Dans ces conditions il n'est pas certain qu'une centralisation étatique plus impersonnelle ne soit pas préférable.

La décentralisation n'est pas forcément le contraire de la centralisation, elle peut être l'autre face de la même médaille, sur laquelle le patronat et l'Etat mettent l'accent depuis des années, et qui peut être une méthode pour reconstituer une centralisation différente du pouvoir en décongestionnant le centre, en déléguant ce qu'il ne réussit pas à contrôler.

« Cette décentralisation n'a ricésureen à voir avec la trame organisatrice fédéraliste, dans laquelle le concept de centre et de périphérie est dépassé, car chaque point est au centre des relations qui le concernent.(...) Tandis que dans la décentralisation autoritaire le centre décide tout ce qu'il peut décider et délègue tout ce qui lui échappe ou risque de lui échapper, dans la décentralisation fédérative c'est l'unité associative qui décide par elle-même tout ce qui est de sa compétence et avec toutes les autres unités ce qui est de pertinence commune, suivant des accords et des organismes de coordination temporaires ou permanents ⁵. »

L'autogestion dans le sens de gestion de leur propre existence par les intéressés eux-mêmes, est inhérente au fédéralisme libertaire. Le fédéralisme libertaire, c'est l'autogestion généralisée.

BIBLIOGRAPHIE

Proudhon, *Œuvres choisies*, Idées.

Bernard Voyenne, *Le Fédéralisme de P.J. Proudhon*. Presses

a suivi l'effondrement de l'empire carolingien...

⁵ Amedeo Bertolo, in *Interrogations sur l'autogestion*, Atelier de création libertaire, p. 14.

d'Europe.

Jean Bancal, *Proudhon, pluralisme et autogestion*, éd. Aubier Montaigne.

Pierre Ansart, *Sociologie de Proudhon*, PUF.

Pierre Besnard, *Les Syndicats ouvriers et la révolution sociale*, Editions le Monde nouveau.

James Guillaume, « Idées sur l'organisation sociale », in *Ni Dieu ni Maître*, anthologie rassemblée par Daniel Guérin.

Yvon Bourdet, *La Délivrance de Prométhée*, éditions Anthropos. (Critique décapante du centralisme démocratique.)

Les Anarchistes et l'Europe, Brochure anarchiste, « L'Europe et le fédéralisme », p. 33.